

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

9 janvier 2007

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la création d'un Institut de
formation judiciaire par communauté**

(déposée par M. Bart Laeremans)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

9 januari 2007

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de oprichting van een instituut
voor gerechtelijke opleiding
per gemeenschap**

(ingediend door de heer Bart Laeremans)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Séance plénière</i>
<i>COM :</i>	<i>Réunion de commission</i>
<i>MOT :</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM :</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT :</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

Le 24 mai 1998, un mois après l'évasion de Marc Dutroux, la majorité rouge-romaine et les partis de l'opposition PRL-FDF, VLD et VU étaient parvenus à un accord global sur la réforme de la Justice et des services de police. L'accord octopartite était né.

Cet accord prévoyait notamment la création d'une école de la magistrature par communauté.

On peut lire à la page 7 de l'accord: «*Il sera créé une école de la magistrature par communauté sous la forme d'un centre interuniversitaire. À cet effet, un accord de coopération sera conclu avec les communautés. Un lien fonctionnel avec le Conseil supérieur de la Justice doit être prévu.*» Lors du congrès organisé par la Volksunie, peu de temps après la conclusion de l'accord, M. Geert Bourgeois déclarait encore, triomphant: «*La Volksunie a obtenu que le Conseil supérieur de la Justice soit composé de deux ailes. (...) Il s'agit d'un pas important vers la régionalisation de la Justice. Nous nous sommes également battus avec acharnement pour la création d'une école de la magistrature par communauté.*» (traduction)

En 1999, l'accord de gouvernement flamand contenait à nouveau la disposition suivante: «*Il sera créé une école de la magistrature, en exécution de l'accord octopartite.*»

La désillusion ne se ferait pas attendre bien longtemps.

Il allait rapidement s'avérer que le Conseil supérieur de la Justice, bastion unitaire depuis le début, tentait d'accaparer la formation des magistrats. En octobre 2001, le Conseil supérieur plaidait, dans son rapport annuel de l'année 2000, en faveur de la création d'un Institut fédéral de formation qui dépendrait de lui. Il écrit ce qui suit, dans son rapport: «*Il découle de ce qui précède que tous les aspects de l'organisation de la formation des magistrats doivent être étudiés en vue de la création, au niveau fédéral, sous la responsabilité du Conseil supérieur et en collaboration avec les universités, voire avec d'autres partenaires, d'un centre de formation complètement autonome.*» (traduction). Il plaide en faveur de la création «*d'une institution propre, dépendant du C.S.J. et chargée de la formation des magistrats et des futurs magistrats.*».

Le ministre de la Justice de l'époque, Marc Verwilghen, a été interrogé à plusieurs reprises sur la problématique. En réponse à une question que nous lui avons posée, le ministre a précisé le 23 octobre 2001:

TOELICHTING

Op 24 mei 1998, één maand na de ontsnapping van Dutroux, bereikte de rooms-rode meerderheid en de oppositiepartijen PRL-FDF, VLD en VU een globaal akkoord over de hervorming van justitie en politie. Het Octopusakkoord was geboren.

Het akkoord voorzag onder meer in de oprichting van een magistratenschool per gemeenschap.

Op bladzijde 7 van het akkoord lezen we letterlijk: «*Er zal per gemeenschap een magistratenschool worden opgericht onder de vorm van een interuniversitair centrum. Hiervoor zal een samenwerkingsakkoord worden gesloten met de gemeenschappen, waarvoor ook een functionele band met de Hoge Raad voor Justitie zal worden voorzien.*» Op het VU-congres georganiseerd kort na de totstandkoming van het akkoord, riep Geert Bourgeois nog triomfantelijk: «*Als VU hebben we bekomen dat de Hoge Raad voor de Justitie tweeledig wordt samengesteld. (...) Dit is een grote stap naar de regionalisering van Justitie. We hebben ook hard gevochten om tot de oprichting van één magistratenschool per gemeenschap te komen.*»

Ook in het Vlaams regeerakkoord van 1999 werd herhaald: «*Er wordt een magistratenschool opgericht ter uitvoering van het Octopusakkoord.*»

De ontnuchtering zou niet lang op zich laten wachten...

Al snel zou blijken dat de Hoge Raad voor de Justitie, vanaf de start een unitair bastion, de opleiding van de magistraten helemaal naar zich toe probeerde te trekken. In oktober 2001 pleit de Hoge Raad in het jaarverslag 2000 voor de oprichting van een federale opleidingsinstelling die afhangt van de Hoge Raad. Zij schrijft: «*Uit een en ander volgt dat alle aspecten van de organisatie van de magistratenopleiding moeten worden onderzocht teneinde op federaal vlak onder de verantwoordelijkheid van de Hoge Raad en met de medewerking van de universiteiten en zelfs andere partners, een volwaardig autonoom opleidingscentrum op te richten.*» Ze pleit voor de oprichting van een «*eigen instelling die afhangt van de H.R.J. en die belast is met de vorming van de magistraten en de toekomstige magistraten.*».

Toenmalig minister van Justitie Marc Verwilghen werd herhaaldelijk ondervraagd over de kwestie. Op vraag van ondergetekende antwoordde de minister op 23 oktober 2001 onder meer: «*Ik kan me niet van de*

«Je ne peux me départir de l'impression que vous voyez planer derrière à peu près tout l'ombre d'institutions ou d'intentions unitaires. Rien n'est moins vrai. (...) Le Conseil supérieur de la Justice ne concevra pas de formation unitaire. Que cela soit clair. On ne peut pas davantage parler de récupération unitaire. Une telle récupération n'est plus possible par l'implication du VLIR et du Conseil des Recteurs des universités francophones de Belgique. Cela doit vous rassurer. (...) Les discussions menées jusqu'à présent n'indiquent pas que le Conseil supérieur de la Justice tente de tirer la couverture à lui, bien au contraire. Le Conseil supérieur de la Justice comprend très bien qu'il ne pourra plus entretenir qu'un lien fonctionnel avec l'école de magistrats. Chacun doit donc rester dans les limites de ses compétences, comme nous l'avons convenu dans l'accord octopartite». Il s'avérerait très rapidement que le ministre était naïf.

Entre-temps, on a assisté à une véritable lutte de pouvoir entre le ministère de la Justice et le Conseil supérieur de la Justice en ce qui concerne les compétences en matière de formation des magistrats. De décembre 2001 au 5 mars 2002, les deux instances échangent des courriers acerbes. Il est ressorti clairement de cette correspondance que le Conseil supérieur de la Justice n'entend réserver aucune compétence au département de la Justice mais qu'il veut tout centraliser sous son égide. Dans un courrier du 11 février 2002, le ministre Verwilghen a de nouveau confirmé la compétence purement consultative du Conseil supérieur en ce qui concerne la formation des magistrats.

En mai 2002 s'est tenue une réunion des représentants du ministre de la Justice, du barreau, des universités et du Conseil supérieur. Divers accords ont été conclus entre les barreaux et les universités, et il a même été précisé que les formations démarreraient au cours de l'année académique 2003-2004. Il n'y avait cependant encore aucun accord en ce qui concerne l'aspect budgétaire. Le reste aurait déjà été réglé...

Le 25 juin 2002, le ministre Verwilghen a précisé, en réponse à une question que nous lui avons posée, qu'un accord avait été conclu avec les ministres de l'enseignement en ce qui concerne l'évolution de la formation des magistrats. «Nous poursuivons actuellement les discussions, parce que nous avons fait une dernière proposition qui peut conduire à un accord. Je ne peux qu'espérer que cette proposition aboutira effectivement à un compromis acceptable au cours des prochaines semaines.»

Des initiatives légales ont été envisagées à plusieurs reprises, mais en fin de compte, absolument rien n'a

indruk ontdoen dat u achter ongeveer alles het spook van unitaire instellingen of bedoelingen ziet. Niets is minder waar. (...) Laat het echter duidelijk zijn dat de Hoge Raad voor de Justitie geen unitaire opleiding uitwerkt. Er kan evenmin sprake zijn van een unitaire recuperatie. Dit is niet meer mogelijk door de VLIR en de Conseil des Recteurs des universités francophones de Belgique daarbij te betrekken. Dit moet een geruststelling zijn (...) De tot op heden gevoerde besprekingen wijzen er niet op dat de Hoge Raad voor de Justitie de facto het geheel naar zich toe zou willen trekken. Integendeel, de Hoge Raad voor de Justitie ziet heel goed in dat zij slechts een functionele band zal kunnen waarnemen. Ieder moet dus binnen zijn bevoegdheden blijven zoals wij in de Octopusakkoord zijn overeengekomen.» Heel vlug zou blijken dat de minister goedgevolg was.

Ondertussen kon men spreken van een heuse machtsstrijd tussen het ministerie van Justitie en de Hoge Raad voor de Justitie over de bevoegdheden inzake opleiding en vorming. Tussen december 2001 tot 5 maart 2002 worden er scherpe brieven verstuurd tussen beide. Uit die briefwisseling is duidelijk gebleken dat de Hoge Raad geen enkele bevoegdheid wil voorbehouden aan het departement Justitie maar alles bij zichzelf wil centraliseren. In een schrijven van 11 februari 2002 bevestigde minister Verwilghen nogmaals de louter adviserende bevoegdheid van de Hoge Raad met betrekking tot de vorming van magistraten.

In mei 2002 vond er een bijeenkomst plaats van de vertegenwoordigers van de minister van Justitie, de advocatuur, de universiteiten en de Hoge Raad. Er werden diverse afspraken gemaakt tussen de balies en de universiteiten en er werd zelfs gezegd dat de opleidingen in het academiejaar 2003-2004 zouden starten. Er waren enkel nog geen afspraken inzake het budgettaire aspect. De rest zou al zijn geregeld...

Op 25 juni 2002 antwoordde minister Verwilghen op een vraag van ondergetekende dat er met betrekking tot de evolutie van de magistratenopleiding een akkoord tot stand is gekomen met de onderwijsministers. «De besprekingen worden momenteel onverminderd voortgezet, omdat wij nu een laatste voorstel gedaan hebben dat tot een vergelijk kan leiden. Ik kan alleen maar hopen dat het in de eerstvolgende weken ook in een aanvaardbaar compromis resulteert.»

Verschillende malen werden wettelijke initiatieven in het vooruitzicht gesteld maar uiteindelijk gebeurde er

été fait et le dossier a été remis aux calendes grecques.

À l'automne 2002, le Conseil supérieur de la Justice diffuse une note détaillée dans laquelle il plaide en faveur de l'instauration d'un «Institut fédéral de formation des magistrats». L'utilité de la création d'une école de magistrats par communauté a été remise en question et le Conseil supérieur plaide sans ambages pour que la formation soit centralisée en son sein. «*Enfin, l'on peut affirmer que la création d'une «école de magistrats» par communauté soulève des objections d'ordre légal: les compétences relatives à l'accès à la justice, au stage et à la formation prévue sont des matières fédérales, que la Constitution attribue principalement au Conseil supérieur de la Justice. Le Conseil supérieur de la Justice plaide par conséquent en faveur de la création d'un institut fédéral pour la formation des magistrats placé sous sa direction.*» (traduction)

Le Conseil supérieur a donc demandé de nouveau une extension importante de ses compétences.

Après un peu plus d'un an, le 24 novembre 2004, la nouvelle ministre de la Justice, L. Onkelinx, annonce la création d'un institut fédéral indépendant: l'«Institut de formation de l'ordre judiciaire». Cet institut devait proposer la mise en place concrète de ladite école de magistrats. La création de cet organe représente toutefois un virage à 180° et la ministre va totalement à l'encontre de l'accord Octopus, qui avait instauré une école de magistrats distincte par communauté.

Plus tôt, au cours de la même année, quelques hommes politiques wallons avaient déjà élaboré une proposition de loi visant à transférer la compétence en matière de formation des magistrats au Conseil supérieur de la Justice.

Le 13 janvier 2005, la parlementaire Gerda Van Steenberge a demandé au ministre flamand de l'Enseignement, Frank Vandenbroucke, des explications quant à la création d'une école de magistrats flamande sous la forme d'un centre interuniversitaire. Le ministre a répondu que le groupe de travail sur l'école de magistrats¹ avait momentanément interrompu ses travaux, mais a confirmé que l'intention de la Communauté flamande était toujours de mettre sur pied sa propre école de magistrats. Il a été répété, une fois de

helemaal niets en het dossier werd op de lange baan geschoven.

In het najaar van 2002 verspreidt de Hoge Raad voor de Justitie een uitvoerige nota waarin voor de oprichting van een «Federaal Instituut voor Magistratenopleiding» wordt gepleit. Het nut van de oprichting van een magistratenschool per gemeenschap werd in vraag gesteld en de Hoge Raad pleit onomwonden voor een centralisering van de opleiding in haar schoot. «*Tenslotte kan men stellen dat het oprichten per gemeenschap van een 'magistratenschool' op wettelijke bezwaren stuit: de bevoegdheden inzake de toegang tot justitie, de stage en de vooropgezette opleiding zijn federale materies, die door de Grondwet in hoofdzaak werden toegekend aan de Hoge Raad voor de Justitie. De Hoge Raad voor de Justitie pleit daarom voor de oprichting, onder zijn leiding, van een federaal instituut voor magistratenopleiding.*»

De Hoge Raad eiste dus opnieuw een forse uitbreiding van zijn bevoegdheden.

Een goed jaar later, op 24 november 2004, kondigt de nieuwe minister van Justitie, L. Onkelinx, de oprichting aan van een onafhankelijk federaal instituut: het «Opleidingsinstituut voor de Rechterlijke Orde». Dit instituut zou de concrete uitwerking van de zogenaamde magistratenschool moeten voorstellen. Door deze oprichting wordt echter een bocht van 180 graden gemaakt en gaat de minister lijnrecht in tegen het Octopusakkoord dat per gemeenschap een aparte magistratenschool had uitgewerkt.

Eerder dat jaar lanceerden al enkele Waalse politici een wetsvoorstel dat als doel had de bevoegdheid inzake magistratenopleiding over te hevelen naar de Hoge Raad voor de Justitie.

Op 13 januari 2005 vroeg parlamentslid Gerda Van Steenberge aan de Vlaamse minister van Onderwijs Frank Vandenbroucke, uitleg over de oprichting van een Vlaamse magistratenschool in de vorm van een interuniversitair centrum. De minister antwoordde dat de werking van de werkgroep Magistratenschool¹ momenteel stil ligt maar bevestigde dat de Vlaamse Gemeenschap nog steeds van plan is een eigen magistratenschool uit te bouwen. Nogmaals werd herhaald dat enkel het examen tot de exclusieve

¹ En 1998, dans la foulée de l'Accord Octopus, le VLIR (*Vlaamse Interuniversitaire Raad*) a créé un groupe de travail École de magistrats. Au sein de ce groupe, les différentes facultés de droit flamandes ont préparé de manière approfondie la création d'une école de magistrats. Le groupe de travail a notamment organisé une concertation avec le Conseil supérieur de la Justice.

¹ Naar aanleiding van het Octopusakkoord, heeft de VLIR (Vlaamse Interuniversitaire Raad) in 1998 een werkgroep Magistratenschool opgericht. In deze werkgroep hebben de verschillende Vlaamse rechtsfaculteiten de uitwerking van een magistratenschool grondig voorbereid. De werkgroep heeft onder meer overleg met de Hoge Raad voor Justitie georganiseerd.

plus, que seul l'examen relève de la compétence exclusive du Conseil supérieur de la Justice. Tel n'est donc pas la cas de la formation et de la formation permanente. «*Les autorités flamandes sont responsables d'un certain nombre d'aspects liés à la formation*», selon le ministre.

Dans une réponse aux interpellations de M. Patrick De Groote (N-VA) et de nous-même, le 25 janvier 2005, la ministre Onkelinx a ouvertement reconnu qu'aucune discussion n'a encore été menée avec les communautés et les régions.

Le 9 juin 2006, le Conseil des ministres a conclu un accord sur l'avant-projet de loi créant un Institut de formation de l'ordre judiciaire. En réponse à une question orale que nous avons posée au sujet de cet institut fédéral de formation, la ministre a dû reconnaître, une fois encore, qu'aucune concertation n'avait été menée avec les communautés. À son estime, ce n'est même nullement nécessaire dans la mesure où tous les aspects de la formation des magistrats constituent, selon elle, une compétence fédérale. Un accord de coopération est néanmoins indispensable. Mme Onkelinx refuse toutefois manifestement tout dialogue avec les communautés sur cette importante matière.

Le 7 novembre, la ministre a déposé au Sénat un projet de loi «sur la formation judiciaire et portant création de l'Institut de formation judiciaire.» (*Doc. Sénat 3-1889/1*).

Cet institut deviendra un bastion fédéral. Le rôle des communautés est réduit à une compétence d'avis au sein du comité scientifique d'accompagnement. On peut difficilement concevoir pire humiliation pour les communautés.

Les Flamands restent ainsi enchaînés à une justice belge 100% unitaire et l'évolution vers un développement judiciaire flamand autonome est bloquée.

La scission de la Justice est plus lointaine que jamais.

bevoegdheid behoort van de Hoge Raad voor de Justitie, dus niet de opleiding en permanente vorming. «*De Vlaamse overheid is verantwoordelijk voor een aantal opleidings- en vormingsaspecten*», aldus de minister.

In een antwoord op de interpellaties van Patrick De Groote (N-VA) en ondergetekende op 25 januari 2005 geeft minister Onkelinx volmondig toe dat er nog steeds geen enkel gesprek is geweest met de gemeenschappen en de gewesten.

Op 9 juni 2006 bereikte de Ministerraad een akkoord over het voorontwerp van wet tot oprichting van het Opleidingsinstituut voor de Rechterlijke Orde. In een antwoord op een mondelinge vraag van ondergetekende over dit federale opleidingsinstituut moest de minister wederom herhalen dat er geen enkel overleg was gepleegd met de gemeenschappen. Wat haar betreft is dit zelfs helemaal niet nodig omdat alle aspecten van de opleiding en vorming van magistraten een federale bevoegdheid zou zijn. Nochtans is een samenwerkingsakkoord onontbeerlijk. Mevrouw Onkelinx geeft echter blijk van een manifeste onwil tot enig gesprek met de gemeenschappen over deze belangrijke aangelegenheid.

Op 7 november werd door de minister in de Senaat een wetsontwerp ingediend «inzake de gerechtelijke opleiding en tot oprichting van het instituut voor gerechtelijke opleiding.» (*Stuk. Senaat 3-1889/1*).

Dit instituut zal een federaal bastion worden. De rol van de gemeenschappen wordt herleid tot een adviesbevoegdheid in het wetenschappelijk begeleidingscomité. Een grotere vernedering van de gemeenschappen is nauwelijks denkbaar.

De Vlamingen blijven hiermee vastgeketend aan een 100% unitaire Belgische justitie en de evolutie naar een autonome Vlaamse rechtsonwikkeling wordt afgeblokt.

De splitsing van Justitie is verder weg dan ooit.

Bart LAEREMANS (Vlaams Belang)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS:

A. vu l'accord Octopus de 1998 qui prévoit la création d'une école de magistrats par communauté;

B. vu l'accord du gouvernement flamand de 1999 qui prévoit la création d'une école de magistrats en exécution de l'accord Octopus;

C. considérant que l'enseignement est une compétence exclusive des communautés;

D. vu l'obligation légale de formation pour des mandats spécifiques, conformément à l'article 259*sexies* du Code judiciaire;

E. considérant qu'une école de magistrats est indispensable pour avoir des magistrats compétents et de qualité et donc, de ce fait, pour garantir un fonctionnement efficace de l'appareil judiciaire;

F. considérant qu'un institut de formation fédéral n'a aucun sens parce que le ministre fédéral de la Justice n'est pas compétent dans plusieurs domaines;

G. vu l'évolution vers une justice distincte pour la Flandre et la Wallonie;

H. considérant qu'une école de magistrats distincte par communauté permet une évolution juridique distincte;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT BELGE:

1. de suspendre les discussions relatives à un institut de formation fédéral des magistrats;

2. d'ouvrir immédiatement des négociations avec les communautés en vue de préparer la création d'un institut de formation pour chacune des communautés.

7 décembre 2006

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS:

A. gelet op het Octopusakkoord van 1998 dat voorziet in de oprichting van een magistratenschool per gemeenschap;

B. gelet op het Vlaams regeerakkoord van 1999 dat voorziet in de oprichting van een magistratenschool ter uitvoering van het Octopusakkoord;

C. gelet op het feit dat onderwijs een exclusieve bevoegdheid is van de gemeenschappen;

D. gelet op de wettelijke verplichting tot opleiding voor specifieke mandaten volgens artikel 259*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek;

E. overwegende dat een magistratenschool onontbeerlijk is voor kwalitatieve, bekwame magistraten en dus, mede daardoor, een efficiënte werking van het gerechtelijke apparaat;

F. overwegende dat een federaal opleidingsinstituut geen zin heeft omdat de federale minister van Justitie op verschillende vlakken niet bevoegd is;

G. gelet op de ontwikkeling naar een aparte justitie voor Vlaanderen en Wallonië;

H. overwegende dat een aparte magistratenschool per gemeenschap een eigen rechtsontwikkeling mogelijk maakt;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. de bespreking van een federaal opleidingsinstituut voor gerechtelijke opleiding op te schorten;

2. onmiddellijk onderhandelingen op te starten met de gemeenschappen, ter voorbereiding van de oprichting van een opleidingsinstituut voor elke gemeenschap afzonderlijk.

7 december 2006

Bart LAEREMANS (Vlaams Belang)